

**SELARL Eric LIGEARD**  
*Huissier de Justice Associé*  
*Compétence Territoriale TGI de Nice*

601, Avenue du Général de Gaulle  
06670 LEVENS



Paiement sécurisé en ligne sur  
Site internet : [www.huissierligeard.fr](http://www.huissierligeard.fr)



Téléphone : 04.93.79.70 70  
Télécopieur : 04.93.79.82.  
e-mail : [etudeligeard@orange.fr](mailto:etudeligeard@orange.fr)

CONSTATS uniquement et 7  
06 07 77 58 70

LEVENS, le 05/09/2014

**Monsieur Gérard PIEL**  
**Président du GROUPE FRONT DE GAUCHE**  
**33 RUE NOTRE DAME**  
**BP 51449**  
**06000 NICE**

Monsieur le Président,

Je tiens, par la présente correspondance, à vous faire part de mon indignation la plus totale.

Depuis plusieurs mois, en effet, les Huissiers de Justice font l'objet, dans la presse et par les voix de monsieur Manuel Valls, Premier Ministre, de certains membres du Gouvernement et de sa majorité parlementaire, d'attaques répétées, gratuites et offensantes. Hier qualifiés de rentiers, aujourd'hui encore menacés d'être exclus du dispositif « *Crédit Impôt Compétitivité et Emploi* », nous vivons dans l'angoisse de nouvelles annonces qui viendraient encore un peu plus traîner dans la boue ma profession.

Je ne comprends pas cet acharnement.

En effet, quelle incompréhension d'entendre le Gouvernement proposer de remettre en cause l'essence même de notre rôle et de nos missions de service public. La perte de la signification, notre matière vitale, notamment envisagée au profit d'un seul opérateur privé sur l'ensemble du territoire français, aurait des conséquences dramatiques. Notre modèle de justice social doit-il être sacrifié sous l'autel d'un libéralisme annoncé et ainsi laisser sur le bord de la route les plus fragiles de nos concitoyens ? Une telle mesure arbitraire, et annoncée sans aucune concertation à ce jour, contreviendrait à toute logique d'efficacité, voire au « *patriotisme économique* » auquel le Gouvernement nous exhorte.

A l'heure où le Gouvernement se prépare, à travers son projet de loi relatif à « *la croissance et au pouvoir d'achat* » qui sera porté par Monsieur Emmanuel Macron, Ministre de l'économie du redressement productif et du numérique, à brader notre modèle de justice à des fonds d'investissement libéraux peu scrupuleux, je tiens à vous rappeler, par la présente correspondance, ses conséquences dramatiques, tant pour le justiciable que pour notre profession.

Sur le plan social, avec près de 9 millions d'actes par an, 1 766 études réparties sur l'ensemble du territoire, 3 174 huissiers, 120 huissiers salariés, environ 11 400 salariés collaborateurs, cette perte de la signification qui représente près de 50% du chiffre d'affaires en moyenne de nos études, entraînerait automatiquement la destruction de près de 8 000 emplois directs.

L'Huissier de Justice est également un acteur essentiel de l'aménagement et du développement de nos territoires. Si près de deux mille études venaient à disparaître, comment garantir un accès à la justice à l'ensemble de nos concitoyens, en particulier dans les zones rurales défavorisées ou dans les zones urbaines sensibles ? La encore, les plus fragiles seraient les premières victimes de cette dérégulation sauvage.

Etude ouverte au public de 8 Heures 30 à 17 Heures 30 - Vendredi 16 Heures 30 Membre d'une association agréée, R.C.S NICE 523 580 504  
N° TVA intracommunautaire FR 57523580504 - Société au Capital de 40 000 Euros

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez obtenir communication auprès de notre étude et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant sur place au responsable du traitement ou par courrier sur simple demande écrite à l'adresse de l'étude.

Comment garantir aussi la sécurité juridique de nos justiciables et de nos entreprises en confiant une activité régaliennne, au cœur de notre pacte républicain et qui fait la fierté du modèle français, à des capitaux étrangers dont l'objectif unique sera la rentabilité ?

Vous le savez, nous ne sommes ni des rentiers, ni des voyous, et voir ainsi ma profession d'Officiers publics ministériels maltraitée, voire insultée, par certains membres du Gouvernement ne fait que renforcer la mobilisation et la détermination de ma profession à poursuivre son action au service de tous les justiciables et de nos territoires auxquels nous sommes tous viscéralement attachés.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes très sincères salutations.

**Eric LIGEARD**

